

Józef Łaptos

L'Institut de Sciences Politiques
Université Pédagogique de Cracovie

Le patriotisme en exil

Les premiers débats dans le milieu des exilés politiques
sur l'avenir de l'Europe centrale et orientale (1945–1952)

DOI 10.24917/9788380840836.9

Les exilés des pays de l'Europe centrale et orientale, très nombreux à l'Ouest après la fin des hostilités, étaient en quelque sorte condamnés à une coopération par le fait de la situation identique dans laquelle se trouvaient leurs pays natals placés sous la tutelle soviétique. Ils se regroupaient aussi selon des affinités et des intérêts politiques en s'efforçant d'assurer la représentation des pays « captifs » dans des « internationales » regroupant des socialistes, des libéraux et des démocrates chrétiens. Indubitablement tous partageaient et manifestaient une volonté de lutter pour l'indépendance de leurs pays et faisaient preuve de sincères sentiments anticommunistes¹. Rien de précis ne ressortait, par contre, des nombreuses déclarations quant à la formule d'organisation politique qui devait succéder, un jour, à l'occupation soviétique. L'affirmation banale que le retour pur et simple à la construction d'avant guerre était à la fois improbable et indésirable semblait être un peu forcée et teintée de quelques regrets. Elle demanderait logiquement de procéder à une autocritique qui psychologiquement était difficile d'autant plus qu'elle légitimerait en partie les régimes de Prague, de Varsovie et encore plus ceux de Budapest ou de Sofia.

1 Sur la situation des émigrés : A. Marès, « Exilés d'Europe centrale de 1945 à 1967 », in : Kaspi, Marès (dir.) *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Publications de la Sorbonne, 1994 ; F. Gross, « Political Emigration from Iron Curtain Countries », in : *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, sept. 1950, p. 175–184 ; Z. Nagorski, « Liberation movement in exile », in : *Journal of Central European Affairs*, n° 2, juillet 1950, p. 129–14 ; J. Łaptos, *Europa marzycieli, Integracyjne wizje i projekty środkowoeuropejskiej emigracji politycznej (1940–1956)* [L'Europe des rêveurs. Les visions d'intégration de l'émigration politique de l'Europe centrale et orientale], Cracovie, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Pedagogicznego, 2012.

Dans de pareilles circonstances, des projets d'organisations régionales apparus avant guerre ou au temps de l'occupation nazie retrouvaient leur charme d'antan et séduisaient beaucoup. Différentes suggestions apparaissaient dans la presse de l'émigration : Fédération des États baltes, Entente balkanique, Fédération danubienne, fédération de toute la région entre la Russie soviétique et l'Allemagne ou l'adhésion pure et simple à l'Union européenne. Le réel intérêt porté par les contemporains à la conception de l'Intermarium et le fait que ce projet est tombé dans l'oubli injustifié de l'historiographie de la construction européenne, nous conduit à jeter un peu plus de lumière sur ce mouvement dont l'histoire peut fournir quelques arguments à la politique des pays postcommunistes dans l'Union européenne.

L'Intermarium – le nom introduit par le Club Fédéral de l'Europe centrale et orientale – désignait de façon imagée le projet de fédération ou d'union régionale des pays entre la Mer Baltique, la Méditerranée et la mer Noire. Il s'agissait d'une région qui depuis des siècles se trouvait ou bien sous l'emprise de l'Allemagne ou de la Russie ou bien de ces deux empires à la fois. L'idée de cette union (ainsi d'ailleurs que sa dénomination) n'était pas tout à fait neuve. Présente dans les différentes conceptions d'organisation de l'Europe après la chute de la monarchie austro-hongroise et l'éclatement de la Russie, elle prenait l'aspect d'une doctrine dans la politique de la Pologne au seuil de son indépendance en 1918. Józef Piłsudski, chef d'État de l'époque, partant de l'idée maîtresse selon laquelle son pays ne pouvait pas seul faire face aux dangers allemand et russe, s'accommodant des idées socialistes et wilsoniennes, rêvait de réunir autour de la Pologne les nations, jadis unies avec elle, ainsi que d'autres qui chercheraient une garantie de sécurité contre les puissants voisins de cette région. Le corollaire et le complément de ce fédéralisme était l'anticommunisme poussant vers l'appui des mouvements d'indépendance des peuples frontaliers de la Russie : Ukrainiens et Biélorusses (ensuite aussi les peuples du Caucase). Compromis partiellement après la guerre antibolchévique de 1920 par la conclusion du traité de Riga et dans les querelles avec la Tchécoslovaquie et la Lituanie, le fédéralisme de Piłsudski donnait encore quelques signes de vitalité dans les démarches concernant l'Union baltique et dans la construction du système des alliances orientales de la France. Dans les années 1930, il se transfigura en mouvement prométhéen. Il réapparut ensuite pendant la guerre comme toile de fond des conversations polono-tchécoslovaques menant à la confédération de ces deux pays signée formellement par Sikorski et Beneš le 23 janvier 1942². L'accord gréco-yougoslave conclu le 15 janvier de la même année allait dans le même sens.

2 Voir à ce sujet : P.S. Wandycz, *Czechoslovak-Polish Confederation and the Great Powers 1940-43*, Indiana University Publications, 1956.

Presque aussitôt après la fin des hostilités, l'idée de l'Intermarium fut reprise et précisée par de nombreux clubs fédéralistes d'Europe centrale et orientale établis à Londres, à Paris, à Bruxelles, à Francfort et même à Beyrouth, dans des lieux où pour des raisons diverses (libérations des camps de concentrations, dissolution des armées alliées, nouvelles vagues d'émigrations), se trouvaient dispersés les nombreux ressortissants des pays de l'Est.

L'esquisse du programme fut publiée à Rome dans le premier numéro du *Intermarium Bulletin* du 25 août 1945. En partant de la constatation de la nécessité du groupement des représentants des nations suivantes : Albanais, Biélorusses, Bulgares, Croates, Estoniens, Grecs, Hongrois, Lettons, Lithuaniens, Polonais, Roumains, Serbes, Slovaques, Slovènes, Tchèques et Ukrainiens liés par l'histoire et le « destin commun », il prônait « l'union politique pour la défense et le développement communs – la seule solution logique de leur situation ». La défense des droits de l'homme, foulés aux pieds dans les pays d'Intermarium par les Soviétiques, devenait le but principal³. Deux semaines plus tard, le club fédéral de Londres publia son propre programme.

Cette « Déclaration d'intentions » fut propagée largement sous la forme d'une brochure décrivant la Fédération de l'Europe Centrale et Orientale postulée. Elle reprenait certains éléments du programme mentionné plus haut, visant à établir une nouvelle organisation sur le respect des droits de l'homme libre, la justice internationale et la morale chrétienne. Les pays fédérés garderaient leurs droits de souveraineté dans tous les domaines sauf la politique étrangère et la défense. Cette dernière devrait être assurée par la formation d'une armée composée de différents groupes nationaux et contrôlée en commun. Dans le domaine économique, le programme du Club londonien prévoyait l'union douanière et un organisme spécial facilitant des échanges internationaux⁴. « La charte de l'Intermarium Libre » rédigée un an plus tard par le Club fédéral de Rome n'ajoutait pas de nouveaux points au projet. La notion de confédération apparue dans ce programme à la place de la fédération semble avoir une signification secondaire. Ce qui est le plus frappant, c'est l'accent mis sur les fédérations régionales du type d'Intermarium en tant que premier étape de la Fédération englobant toute l'Europe⁵.

3 « After the cessation of war operations », appel signé par Miha Krek, président du Club Fédéral de l'Europe Centrale, Juliusz Poniatoski, vice-président et Cirile Zebot, secrétaire général, in : *The Intermarium Bulletin*, n° 1, sept. 1945.

4 *The Central European Federal Club*, London. Rules, Cambridge University Press, le 12 oct. 1945, p. 13-17.

5 *The Intermarium Bulletin*, n° 4, p. 1-2. En effet, en voulant éviter la discussion sur ce sujet, les partisans de l'Intermarium préféraient parler de la « communauté qui, d'une

« Le Grand Dessein » des partisans de l'Europe centrale fédérée était donc assez vague. Certains points étaient débattus dans la presse des émigrés et dans les bulletins des clubs parmi lesquels hormis *The Intermarium Bulletin* (paraissant jusqu'en 1953 en deux versions : franco-anglaise et polonaise), il faut surtout rappeler *The Eastern Quarterly* dont les six volumes publiés à Londres de 1949 à 1954 constituent une importante source d'informations sur la politique des exilés des pays de l'Est.

Avant d'entrer dans des considérations détaillées sur la portée du programme d'*Intermarium* et son attraction pour l'ensemble des émigrés, penchons-nous sur quelques points qui sont en mesure d'être discutés en indiquant l'intérêt qu'ils suscitaient. Ce qui frappe dans les nombreuses publications de l'*Intermarium* c'est tout d'abord la crainte de l'Allemagne vaincue qui paralysait plus que celle de la Russie soviétique victorieuse. « La Confédération des pays de l'*Intermarium* constituera une digue qui mettra fin à l'impérialisme germanique sur l'Est et le sud de l'Europe et, séparant l'Allemagne de la Russie, apportera la paix et la stabilisation dans toute l'Europe »⁶. Le spectre allemand hantait les fédéralistes de l'Est durant toute la période analysée ici, quoique pour différentes raisons.

Persistance des méfiances envers l'Allemagne

C'était d'abord la volonté de faire imposer aux Alliés une « paix carthaginoise » aux Allemands. Les confusions accompagnant les décisions de la conférence de Potsdam poussèrent ensuite à une attitude intransigeante sur la question de la frontière Oder-Neisse, dans laquelle les partisans de l'*Intermarium* voulaient voir une garantie de leur union. L'étape suivante fut la lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne et son entrée de plein droit dans la Communauté européenne.

Au début apparaissaient même les postulats du partage de ce pays et l'abaissement du niveau de vie des ses habitants à celui des pays d'Europe orientale (une association avec le rêve français d'avoir à l'Est 'un pays de bergers' ?). Quant à l'admission de l'Allemagne au sein de la future Europe unifiée, on exigeait une longue période de contrôle par les grandes puissances et de « rééducation »⁷.

part, limitera minimalement les droits souverains de chaque État ou des groupes d'États et, d'autre part, garantira aux organes communs tant exécutifs que législatifs les possibilités d'assurer la stabilisation intérieure et l'autorité à l'extérieur », *ibidem*, n° 5.

6 W.G., « The Ideological basis of the Confederation of Central-Eastern Europe », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 5, mars 1947, p. 3.

7 T.S., « The Antieuropean gamble for Germany », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 8, janvier-mars 1948, p. 5-11.

Le discours prononcé par James F. Byrnes à Stuttgart, le 7 septembre 1946, dans lequel le secrétaire d'État américain mettait en doute la délimitation définitive de la frontière de l'Allemagne à l'Est ainsi que le fameux discours de Winston Churchill à Zurich, le 19 du même mois, sur la construction de l'Europe avec la participation de l'Allemagne contribuèrent beaucoup à la recrudescence de la méfiance envers les Anglo-saxons. Aux reproches concernant la création des sphères d'influences à Yalta et la construction du « Western Wall » fixant le status quo et étant « la nouvelle édition de Locarno »⁸, la suspicion rancunière soufflait une méfiance toute particulière à l'action européenne de Churchill. La série d'articles publiés par lui en décembre 1946⁹, donc trois mois après son fameux discours dans lequel, pourtant, il désavouait lui-même le bloc occidental comme trop étroit et parlait de la « famille des nations liées entre elles, de l'Atlantique à la mer Noire pour l'entraide et la défense commune » fut soumise à une analyse détaillée. Malgré sa nouvelle définition des limites de l'Europe permettant de supposer qu'il pensait aussi à l'Europe orientale¹⁰, le vigilant journaliste de *Intermarium Bulletin* découvrit qu'en énumérant le chiffre de la population de l'Europe, Churchill, ce « récent converti à la fédération européenne », en soustrait la population des pays sous le joug soviétique et dévoile le fond de sa pensée en parlant de la Russie soviétique avec ses « attaches slaves » (*Slavonic attachments*)¹¹. Ainsi, pour l'auteur, il devenait très clair que sous le beau paravent de l'Europe fédérée se cachait l'intention de détendre le bloc occidental de manière à ce qu'il englobe l'Allemagne tout en laissant le reste de l'Europe entre les mains de Moscou.

Le succès de l'United Europe Committee, le mouvement patronné par l'ancien premier ministre britannique, ne semblait pas trop impressionner les membres d'*Intermarium*. Derrière la conception de l'Europe unifiée, ils ne voyaient qu'un bloc politique qui allait éterniser le système de Yalta et n'hésitaient même pas à donner raison aux assertions soviétiques dénonçant la création d'une digue contre la

8 N. N., « Through the eyes of the Intermarium citizen », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 4, décembre 1945 – mars 1946, p. 4.

9 W. Churchill, « One way to stop the new war et The Grand Design of United Europe », in : *Dailly Telegraph*, le 30, 31 décembre 1946.

10 Ibidem.

11 J. Steficki, « Un réaliste construit sur du sable », in : *The Intermarium Bulletin*, 1947, n° 6, p. 14–18 ; cf. l'article d'un auteur anonyme : « United Europe ? » publié dans le *Eastern Europe* (A Weekly Bulletin of Seven East European Countries), n° 118, le 29 janvier 1947, p. 3 : « The fact remains that by signing Teheran and Yalta, Churchill signed away the seven East European countries to Russia's Communist influence. With the three Baltic States, this represents 112 milion people. Churchill has never admitted that this was an error ».

Russie¹². On décelait la même hypocrisie dans les énoncés des hommes politiques tels qu'Edouard Herriot ou Paul Van Zeeland qui cherchaient à réaliser des États-Unis d'Europe dans la collaboration des 16 nations engagées dans le Plan Marshall. « L'Europe fédérée ne pourra pas être créée par les méthodes stériles des privilèges imposées et émanant des études des chancelleries et des calculs des hommes politiques »¹³ – souffusquait le journaliste anonyme du bulletin d'Intermarium.

Cette attitude perdurait. On manifestait la même méfiance envers l'Union des fédéralistes européens qui dans sa convention de Montreux de 1947 sur « l'Europe unifiée », avait même oublié de mentionner l'existence de l'Europe orientale¹⁴. Le Congrès de la Haye n'allait pas offrir une consolation aux exilés frustrés. Il réunissait seulement les délégués des pays occidentaux, ne laissant aux émigrés que quelques places d'observateurs. Dans un mémorandum signé par trois clubs fédéraux de l'Europe centrale et orientales de Londres, de Paris et de Rome, nous pouvons lire des doléances connues : « Europe can be united either as a community of free nations and of free men, or as an enormous concentration camp. (...) The present practice of some organizations or individuals of applying the term <Europe> to its Western part only is very dangerous for the future of the world »¹⁵.

L'attitude intransigeante d'Intermarium fut riche en conséquences. D'un côté, elle mena à l'isolement, mais, d'un autre côté, elle poussa à renforcer le projet théorique de la fédération rêvée. C'est ainsi que, dès 1948, préparant le projet de la convention de l'union future on commençait à envisager l'admission de l'Autriche. Une étude géopolitique des conditions qui commandait la fondation d'une Fédération de l'Est européen poussait un des publicistes du Bulletin à voir unis le charbon de Silésie, les bassins industriels de l'Autriche, de la Bohême et de l'Ukraine jouant le même rôle que la Ruhr et Alsace-Lorraine. Si l'Autriche restait en dehors de la Fédération sous l'influence des Allemands, elle couperait la Fédération en deux. « L'acceptation de l'Autriche – ajoute-t-il – permettra de conjurer le danger allemand, car l'Allemagne ne fera sûrement pas tout de suite partie intégrante de la Fédération occidentale. Le danger allemand peut renaître même dans le cadre

12 C., « The United States of Europe – Phantasies and reality », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 8, janvier-mars 1948, p. 18

13 Ibidem, p. 19.

14 T.S., « Returning to the old errors », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 7, sept. 1947, p. 3.

15 « Memorandum of the Central European Federal Movement presented to the Congress of Europe held at Hague », Polish Institute and Sikorski Museum Archives London, kol. 14. Voir aussi une appréciation du *Intermarium Bulletin*, n° 9, avril-juin 1948, « The Congress of the Hague », p. 56-58.

de l'Union Européenne, même sous le règne d'une pax americana »¹⁶. Ce dernier plan, même pour les lecteurs attentifs de la presse fédéraliste, devrait faire donner l'impression de vivre dans un monde des merveilles imaginaires. Un démenti vint d'ailleurs assez vite. Jerzy Hauptman dans sa correspondance d'Innsbruck, (publiée seulement dans la version polonaise du Bulletin) en accord avec le raisonnement de son collègue, constatait que les idées de fédération avec les pays orientaux n'avaient aucun écho dans l'opinion publique de ce pays. Les profits venant de l'aide dans le cadre du Plan Marshall faisaient que l'Autriche cherchait son avenir en liaison avec l'Ouest. L'attitude négative observée envers de nombreux D.P. identifiés avec les pays de leur descendance contribue aussi à cette façon de voir¹⁷.

Tentatives pour surmonter les divergences nationales

La discussion sur la participation de l'Autriche révèle l'autre préoccupation majeure des exilés réunis autour du programme de l'*Intermarium* c'est-à-dire la façon et le moyen de régler les nombreux conflits existants entre les populations de ces contrées de l'Europe. Les anciennes rancunes héritées du temps de l'existence de l'empire austro-hongrois et multipliées au cours de la brève période d'indépendance n'étaient pas faciles à surmonter. La perspective envisagée dans le premier programme et laissant leur arrangements aux temps du fonctionnement réel de la Fédération n'étaient qu'une échappatoire ne pouvant tromper personne. Comme s'il y avait un désir d'auto-persuasion, de nombreux articles censés prouver la nécessité de prendre des décisions apparemment : expérience de la dernière guerre, similitudes économiques et culturelles, histoire commune, etc.

Fuir le problème n'était pas chose facile. À partir du moment où l'on distinguait les Slovaques des Tchèques, les Croates, les Serbes et les Slovènes, on rejetait dans un camps opposé les partisans de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Quelle pouvait donc être et quelle était la représentativité réelle et la portée du mouvement ?

L'analyse du contenu des publications peut nous fournir quelques éléments de réponse. L'emploi de l'hexamètre technique : quis, quid, ubi, quibus auxiliis, cur, quomodo, quando ? ne laisse aucun doute. La réalisation de l'*Intermarium* conviendrait le mieux aux Polonais. Leur prépondérance dans la rédaction des périodiques mentionnés ici et dans des clubs fédéraux énumérés plus haut, mènerait à la même conclusion. Peut-on, pourtant, après cette découverte facile, être

16 W. Wielhorski, « The internal difficulties of the Union of Intermarium », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 10 juil.-oct. 1948, p. 23

17 J. Hauptman, « Austria a Federacja regionalna » (L'Autriche et la fédération régionale), in : *The Intermarium Bulletin*, n° 13, oct. 1949, p. 11.

d'accord avec l'énoncé de l'exilé roumain que l'Intermarium n'était que une émanation politique « des Polonais de Londres soutenus par des éléments de l'armée d'Anders et par des hommes en liaison avec les cercles du Vatican¹⁸ » ?

Ne risquons-nous pas, en nous arrêtant sur cette constatation, de tomber dans une simplification trop facile ? Comment alors expliquer le fait que l'idée de la fédération centre-européenne ait trouvé un écho dans les programmes des organisations internationales telles que l'« Internationale verte », l'Union démocrate-chrétienne de l'Europe centrale, Union socialiste des pays de l'Europe centrale et orientale de ces temps-là ? Comment expliquer alors l'hostilité des Soviétiques qui dans les nombreux procès politiques sévissant dans les pays dits de la « démocratie populaire » au début des années 1950 faisaient ajouter aux accusations les plus fantastiques, celle de la propagande de l'idée d'Intermarium ou l'appartenance à cette organisation ?¹⁹. Le fait que cette organisation des fédéralistes orientaux fut remarquée par les services secrets américains²⁰ est lui aussi significatif.

Ne devons nous pas donc poser la question d'une autre façon ? Dans quelle mesure le programme de l'Intermarium répondait aux attentes d'autres groupes ethniques et quelles alternatives trouvaient un écho plus favorable ?

L'attitude des exilés tchécoslovaques est, de ce point de vue, la plus symptomatique car c'est bien le gouvernement tchécoslovaque en exil qui, en 1942, conclut un accord sur la confédération polono-tchécoslovaque conçue comme un noyau de la future fédération d'Europe centrale et orientale. Après la signature de l'alliance avec l'Union soviétique, qui d'ailleurs était la raison principale du fiasco de la confédération²¹, le gouvernement Beneš rentra à Prague. Il fallait le coup d'État de 1948 pour que les anciens promoteurs de la confédération se retrouvent de nouveau en exil.

Jusqu'à cette époque-là, parmi les émigrés tchèques et slovaques nous ne trouvons que des adversaires de Beneš et, par là-même, des adversaires de la Tchécoslovaquie en tant qu'État commun pour ces deux nationalités. C'est exactement le cas du Comité National Tchèque sous la présidence du général Lev Prchala regroupant des éléments disparates de l'extrême-droite qui traitaient la Tchécoslovaquie

18 L. Constantinesco, « Fédération européenne ou fédérations régionales », conférence donnée en 1950 à Paris, le texte dans la collection Walter Lipgens, Archives européennes à Florence, v. 75.

19 B. de Jouvenel, « L'Internationale des traîtres », Paris 1948, p. 18 et suiv.

20 « OSS-Postwar Europe », microfilm aux archives de la B.D.I.C. à Nanterre, bobine 2, Eastern European exiles opposition movement, Czechoslovakia 1948.

21 E. Taborsky, « Benes and Stalin – Moscow 1943 and 1945 », in : *Journal of Central European Affairs*, n° 2, juillet 1953, p. 154-181.

comme une manifestation de l'impérialisme tchèque. En plus, ce groupe considérait l'expulsion des Allemands des Sudètes comme injuste et signa même en 1950 un accord avec les expulsés leur garantissant le retour dans leur pays natal. Il était épaulé par des séparatistes slovaques formant deux groupes : le Conseil National Slovaque dirigé par Karel Sidor et Le Comité slovaque de Libération avec Ferdinand Durčanský. Comme le général Prchala, ils entrèrent en contact avec les Allemands des Sudètes en signant avec eux un accord spécial²². Le fait que les représentants des ces groupes nationalistes nouèrent le contact avec le Club fédéral de l'Europe centrale et orientale en y occupant même les postes bien importants²³ nous dit long non seulement sur le programme mais aussi sur les exilés polonais²⁴. Il devenait évident dans ces circonstances que les relations avec le Conseil de la Tchécoslovaquie libre formé en 1949 à Washington, avec à sa tête Peter Zenkel, le chef du parti national-socialiste de Beneš, étaient plutôt froides malgré la présence dans ce Conseil de Hubert Ripka, un des parrains de la confédération élaborée en exil en 1942 et qui resta toujours son partisan dans une nouvelle édition prévoyant une large autonomie pour les Slovaques, Serbes, Croates, Slovènes, Macédoniens, etc.²⁵

Ce n'est qu'après la séparation avec le général Prchala, du fait de ses sympathies pro-allemandes trop évidentes, qu'un certain rapprochement put avoir lieu, si l'on juge d'après les publications de Ripka²⁶. Au fond, ce n'était qu'une action parallèle. Les autres membres du Conseil ne partageaient pas pleinement les sentiments antiallemands de Ripka qui le rapprochaient de l'Intermarium. Lui-même rechignait à l'idée d'y introduire la Tchécoslovaquie, soupçonnant les Polonais de vouloir imposer leur hégémonie dans un bloc dirigé uniquement contre les Allemands²⁷.

22 R. Kopecký, « The Political Exiles from Czechoslovakia and their Problems », in : *The Eastern Quarterly*, n° 1-2, janvier-avril 1953, p. 20.

23 Le Comité exécutif du club londonien : président : général L. Prchala (Tchèque) (ensuite, J. Łukasiewicz – Pol.) ; vice-présidents : P. Pridavok (Slov.), V. Solovyi (Ukr.) ; secrétaire : L. Podhorazy (Hongr.) ; Club à Francfort : président : V. Sidzikauskas (Lith.) ; vice-présidents : K. Hrabýk (Pol.), dr Kuus (Est.), Kalvaitis (Lith.).

24 Pour un autre point de vue voir : F.O. Miksche, « The Federation of the Danube », in : *Slovakia*, n° 1, mars 1952, p. 17-22.

25 H. Ripka, « Československo evropskou potřebou » (Tchécoslovaquie – la nécessité européenne), in : *Hlas Československá*, n° 5, mai 1953.

26 H. Ripka, *La Fédération de l'Europe centrale*, New York 1953, mémoire dactylographié, version française dans les archives de la B.D.I.C. ; cf. son article : « O federację polsko-czeską » (Pour la fédération polono-tchécoslovaque), in : *Kultura*, (mensuel de l'Institut Littéraire à Paris), n° 12 décembre 1952, p. 3-15 ; H. Ripka, E. Raczynski, « Rozhovor o polsko-ceskoslovenské spolupraci », in : *Hlas Československá*, janvier 1953, p. 18-21

27 Ibidem, p. 13.

L'appui hongrois pour l'Intermarium, malgré la participation de quelques représentants de l'émigration hongroise dans les clubs fédéraux à Londres et à Paris était aussi problématique. Les Hongrois cherchaient d'autres avantages dans la fédération que les Polonais. Ils ne partageaient pas au même point que les Polonais la conviction de l'importance de la frontière Oder-Neisse pour toute la région, en revanche, ils étaient intéressés par la rectification des frontières imposées par le traité de Trianon en 1920 et retenues par les Soviétiques. Divisés entre eux comme tous les émigrés, les Hongrois, rejetaient en général l'idée de fédération allant de la mer Baltique à la mer Noire. « Si le peuple hongrois entrait dans la fédération embrassant toute l'Europe orientale, il serait obligée de renier son passé et sa tradition historique qui la lie avec l'Occident » – lisons-nous dans le *Hungarian Observer* du mois de mai 1951. On dirait que la crainte d'être noyé dans le monde slave effrayait ce peuple finno-ougrien. Il y avait aussi les raisons historiques ou plutôt nostalgiques. Ce qui n'était pas dit directement mais ressortait de nombreuses assertions. Les Hongrois rêvaient au rôle qu'ils avaient joué dans la Double Monarchie et voyaient d'un œil bienveillant une fédération danubienne embrassant selon les visionnaires tels que Lewis Mariaffi de « L'Union »²⁸ – la Hongrie, la Slovaquie ou la Tchécoslovaquie, la Roumanie, une partie de la Yougoslavie ou toute la péninsule balkanique²⁹. Même le très actif membre du Club Fédéral à Paris – le Hongrois Francis Honti, parlait non sans sympathie de certains de ses compatriotes qui voyaient dans la restauration d'une quasi Double monarchie dans une « forme moderne », le remède aux problèmes de cette région vulnérable³⁰.

Les Hongrois avaient aussi une autre conception quant aux relations avec l'Ouest. À la différence des Polonais méfiants envers les Anglo-saxons, ils poussaient à une coopération très proche avec l'Europe occidentale à laquelle on voulait même confier

28 Il prouvait que la grande majorité des Slovaques et des Croates désiraient la fédération des pays de Danube ; d'après E. K. Valkenier, « Eastern European Federation. A Study in the Conflicting National Aims and Plans of the Exil Groups », in : *Journal of Central European Affairs*, vol. XIV (1953), p. 359.

29 « Hungarian Emigrés Debate on Federation », in : *The Hungarian Observer*, mai 1951, p. 3-4 ; « Hungarian Emigrés and European Federation », in : *The Hungarian Observer*, sept. 1951, p. 6 ; En général le Conseil National Hongrois était partisan de la Fédération Danubienne ; les partis paysan et démocrate-chrétienne adoptaient l'idée de la Fédération plus large. Sur le point de vue de l'extrême-droite sur la fédération voir : F.O. Miksche, « A Great Blunder in the Cold war – The Federation of the Danube », in : *Behind the Iron Curtain*, 11 janv. 1952, p. 44.

30 F. Honti, « Union – the Condition for the Independence of the Countries of Central and Eastern Europe », in : *The Eastern Quarterly*, aug.-oct. 1952, p. 6.

l'arbitrage des conflits est-européens³¹. Le rapprochement des points de vues sur ce plan devait avoir lieu dans le cadre de la Commission de l'Europe centrale et orientale auprès du Mouvement Européen dans les années 1950.

Quant aux émigrés d'autres pays, il faut constater aussi que, déchirés entre eux, ils étaient en général sous l'influence de deux pôles d'attraction présentés plus haut.

Les pays baltes dont nous retrouvons quelques figures ou plutôt figurants dans le mouvement Intermarium ne manifestaient pas un grand enthousiasme pour une large fédération ou confédération. Les émigrés de ces pays étaient assez prudents envers leurs grandes voisines et avant d'entrer dans une large union est-européenne essayaient de renforcer les liens unissant leurs nations³². Ils ne refusaient jamais de se joindre aux appels de l'Intermarium et protestaient contre les courants acceptant les décisions de Yalta³³ (et en cela étaient très proches aux Polonais) mais au fond préféreraient voir une perspective de l'Union Européenne pure et simple³⁴.

Parmi les émigrés des pays balkaniques, seules les Albanais, pour des raisons historiques, se déclaraient inconditionnellement pour l'Intermarium³⁵.

Quant aux Roumains, en feuilletant leurs périodiques paraissant à l'étranger, on ne peut pas se priver de l'impression qu'ils acceptaient l'Intermarium comme un refuge temporaire mais rêvaient d'une fédération balkanique ou danubienne

31 E. K. Valkenier, « Eastern European Federation... », p. 363.

32 V. Sidzikauskas, « Our Tradition of Cooperation », in : *The Baltic Review*, n° 1, December 1953, p. 35-44.

33 Appel de l'Intermarium : « The Atlantic Charter and the Four Freedoms Should be Applied to All Nations », adressé à la Conférence de Paris fut publié dans *The Baltic Review*, n° 6, 1946, p. 307-308.

34 Cette attitude est exprimée assez clairement par N. Kassik : « Europe Indivisible », in : *The Baltic Review*, n° 3/1949, p. 8 : « At the present stage of the work for United Europe, the organization of military alliances in Western Europe, while the Eastern part of the continent is consigned to oblivion, produces a cleavage which it may be difficult to bridge in the future. The idea of Intermarium State has been launched parallelly with the idea of West-European Union. There is no reason not to welcome it, as collaboration between the Intermarium and the Western Union appears assured in the future and both would inevitably be transitional stages on the road to European Union ».

35 De toute la liste d'arguments réunis par l'organe des agrariens citons deux : « A small nations like Albania considers a Central European Federation therefore as an Assembly of peoples of varying economic and military potentials to which it can pool its resources and from which it can derive benefits... A Central European Federation is the only way to protect our peoples, which number over a hundred million souls from the greed of East and West and to save them the trying ordeals of another clash of giants », Central European Federation. What it Means to me as an Albanian «Flamuri» (Le Drapeau), le 29 février 1956 ; Cf. : « Défense de l'Europe », in : *L'Albanie Libre*, le 25 août 1949.

basée sur la négation de celle proposée par les Hongrois. Leurs attaques contre les ambitions hongroises étaient multiples. Ainsi Charles Davilla, l'ancien diplomate, se révoltait contre un nationalisme dans la sphère danubienne en insistant sur le fait que dans la future fédération « non seulement l'idée d'une race supérieure devrait disparaître mais aussi toute autre idée liée avec telle ou telle couronne »³⁶. Seule l'extrême droite roumaine, réunie autour de l'Eastern Europe's Tribune ne cachait pas ses préférences et Grigore Manoilescu parlait ouvertement de la « Danubia » embrassant les pays arrosés par le Danube plus l'Albanie appartenant spirituellement à « la sphère danubienne »³⁷. Dans l'édition plus nationaliste de F. Bradescu, ce fédéralisme devait se limiter pour le moment à un esprit de l'unité qui devrait être propagée pour que les nations libérées puissent se réjouir de leur indépendance³⁸.

La situation du milieu des exilés yougoslaves ressemblait un peu à celle de leurs confères tchécoslovaques. Malgré de mauvaises expériences concernant le règlement des conflits ethniques avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, les Serbes désiraient voir renaître la Yougoslavie sous la même forme et dominant la fédération balkanique. Deux des principaux groupes serbes à l'étranger, le Comité National Yougoslave à Londres avec S. Jovanović et le Conseil National Serbe aux États-Unis avec C. Fotich à sa tête étaient favorables à cette fédération balkanique, mais le second était moins enclin à une décentralisation de la Yougoslavie même. Les autres nationalités, méfiantes envers les Serbes, étaient opposées à de telles solutions et se déclaraient contre le pacte balkanique, préférant soit une fédération danubienne, soit l'Intermarium. Ils ne demandaient pas l'éclatement de l'État yougoslave, sauf certains Croates, mais plutôt une vraie autonomie pour leurs pays respectifs. Les démocrates slovènes et croates regroupés aux États-Unis dans le Parti Paysan Croate présidé par V. Maček et le Comité national slovène dirigé depuis 1949 par Miha Krek, président du club Intermarium à Rome avant son départ pour les États-Unis, exprimaient la conviction que la souveraineté de leur pays serait beaucoup mieux réalisée dans le cadre d'une fédération plus large que dans l'État yougoslave³⁹.

L'analyse de l'attitude des émigrés ukrainiens et biélorusses nécessiterait une étude séparée. Vu les contraintes de notre essai, nous nous bornerons à rappeler

36 *Freedom and Union. Liberation and Union. The Future of Danubian Federation and the Atlantic Union*, Washington 1952, p. 10.

37 G. Manoilescu, *Is this supposed to be Europe ?*, vol. I, n° 1, July 1954 ; idem, *Intégration de l'Europe danubienne*, Rio de Janeiro 1963.

38 F. Bradescu, « The Spirit of Unity », in : *Eastern Europe's Tribune*, n° 6, déc. 1954, p. 10-12.

39 E. K. Valkenier, « Eastern European Federation... », p. 369.

le fait que l'Intermarium était la seule organisation en Occident qui osait parler de leur droit à l'indépendance sans aucune acceptation de la mainmise de l'Union soviétique. Leur participation aux travaux de l'Intermarium leur permettait non seulement de briser le mur de silence dont ils se sentaient entourés, mais aussi de présenter leur vision de l'Europe future⁴⁰. Or cette vision, d'après le Conseil Suprême Ukrainien de Libération et plus exactement de son centre modéré, devait reposer sur l'élargissement du bloc oriental vers des pays caucasiens coopérant avec la Ligue antibolchévique de Libération des Peuples⁴¹. Il ne faut pas faire des recherches approfondies pour apercevoir dans cette conception l'aspiration des Ukrainiens à un rôle principal tout comme des Polonais dans l'Intermarium.

Il s'avère donc que le facteur principal limitant les possibilités de la fédération de l'Europe centrale ou des fédérations partielles de cette région était du à une approche myope et nationaliste poussant chaque partenaire à s'arroger le droit de prépondérance et un rôle de grande puissance et s'assurant le maximum de profits⁴².

Dans de telles circonstances, le programme d'Intermarium, en partie comme le symbole, jouissait jusqu'au milieu des années 1950 d'une popularité, car au temps de la guerre froide il centrait son activité sur la libération des pays du joug soviétique. L'hypothèse préliminaire – la chute de l'Empire stalinien ne pouvait être rejetée par aucune partie d'émigration et éveilla aussi l'intérêt des milieux politiques à Washington. C'est ainsi, qu'au cours de la guerre de Corée l'idée de former des détachements militaires composés d'exilés de l'Europe de l'Est fut soulevée⁴³. Les fédéralistes manifestaient sur ce point une conviction profonde voire prophétique : « Sous quelle forme aura lieu la catastrophe libératrice ou bien la troisième guerre mondiale ou un effondrement politique et économique du système soviétique sans conflit armé ou le simple retrait de l'U.R.S.S. sur ses positions de septembre 1939 par le souci de sauver le régime – l'univers soviétique s'en ira en morceaux »

40 Le groupement de Bandera (avec M. Lebid et J. Stecki) traitait sur le même plan les Allemands, les Polonais et les Russes en tant qu'impérialistes antiukrainiens. D'après eux, l'Intermarium pourrait se repentir en choisissant comme objectif principal la lutte contre le bolchévisme. Rapport du Club londonien du 18 nov. 1948, Polish Institute and Sikorski Museum Archives, Londres, kol. 418.

41 R. Ilnyckij, « Pour la nouvelle conception de la politique étrangère ukrainienne », in : *Czas*, le 25 avril 1948 ; idem, « Notre conception et l'idée de l'unification européenne », in : *Czas*, le 16 mai 1948.

42 Cf. : E. K. Valkhenier, « Eastern European Federation... », p. 367–368.

43 Voir notre contribution : Les déboires de la guerre froide : le projet d'enrôlement d'émigrés de l'Est dans l'armée européenne, in : M. Dumoulin (dir.), *La Communauté européenne de défense, Leçons pour demain ? The European Defence Community, Lesons for the Future?*, coll. Euroclio, Bruxelles–Bern–New York 2000, Peter Lang, p. 265–280.

– lisait-on dans de nombreux appels⁴⁴. Cet engagement permettait, d'autre part, de « libérer » les émigrés de l'étiquette de « réactionnaires », refusant la justice sociale et essayant de récupérer « leurs anciens privilèges sous prétexte d'une lutte pour la liberté qui prévalait dans certains milieux »⁴⁵.

Avec le temps, Intermarium devait céder la place à d'autres organisations qui, tout en luttant pour la fédération de l'Est européen, cherchaient des solutions et la compréhension mutuelle avec les partisans de l'intégration européenne à l'Ouest. Parmi eux, il faudrait citer Central-Eastern European Committee organisé en avril 1951 à Washington avec Ferenc Nagy à sa tête et surtout la Commission de l'Europe centrale et orientale auprès du Mouvement européen⁴⁶ qui confia sa présidence à Beddington-Behrens. Elle fonctionna jusque dans les années 1970 et sa riche activité attend toujours son historien. Quelques idées fédéralistes trouvèrent un écho favorable dans une organisation restant aussi dans l'ombre de l'historiographie – l'Assemblée des Nations captives d'Europe⁴⁷.

Une fois la phase aiguë de la « guerre froide » dépassée, certaines de ces organisations devenaient « des associations du dimanche »⁴⁸ avec une activité sporadique et non organique. Les années de la « détente » dans les relations Est-Ouest obligeaient de remettre sine die les plans de l'organisation de cette partie de l'Europe. L'oubli freudien dans lequel sont tombés tous ces projets s'est montré total. Gisant dans les archives, ils n'ont éveillé l'attention de personne au moment de la chute de l'empire soviétique. Serait-ce donc seulement le devoir de l'historien de s'en servir pour comprendre mieux tous les déboires de la construction de l'Europe unie ?

44 « Déclaration des représentants de l'opinion libre des peuples de l'Europe centrale et orientale du 21 avril 1952 », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 16, juillet 1952, p. 26–27.

45 Voir entre autres : E. Montgomery, « What are the exiled reactionaries up to », in : *European Affairs*, mars 1950, p. 18–19, O.S.S. State Department, Intelligence and Research Reports. Europe 1950–1960. Supplement, microfilm, bobine 1. Survey of Overseas, Emigration from Europe 1946–51.

46 L'Intermarium manifestait une méfiance à cette nouvelle organisation en la soupçonnant d'être à la solde des Britanniques, voir : « Trois congrès », in : *The Intermarium Bulletin*, n° 16, juillet 1952 ; sur le débuts de cette Commission voir : J. Pomian, *Joseph Retinger, Memoirs of an Eminence Grise*, Sussex University Press 1972.

47 ANCE a laissé une documentation très riche : rapports des sessions de 1954–1964, série documentaire et le mensuel *A.C.E.N. News*. Du point de vue de l'intégration, les rapports de quatre sessions spéciales à Strasbourg soulèvent un intérêt particulier.

48 Le mot est de L. Constantinesco, « Fédération européenne... », p. 15.